

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

Classement  
**A1-2-3**

**DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**Sous-direction C  
BUREAU C2**

**INSTRUCTION N° 88-66-A1-2-3**

**du 31 mai 1988**

**NOR : BUD R 88 00077 J**

*(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)*

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° ..... du .....

**RECOUVREMENT DE L'IMPÔT DIRECT**

**DÉLAI DE SOUSCRIPTION DES DÉCLARATIONS DE RÉSULTATS,  
EN CAS DE CESSON OU CESSATION D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

**ANALYSE**

*Article 87 de la loi de finances pour 1988*

*Prolongation du délai de souscription des déclarations de résultats  
en cas de cession ou cessation d'activité*

**DOCUMENTS À ANNOTER**

Circulaire n° 1602 du 21 octobre 1955 (B.S.T. n° 103 G)

Instruction n° A3-3 du 8 juillet 1958

Instruction n° 84-44-A1-2-3 du 14 mars 1984

Instruction n° A2-1 du 25 novembre 1985, § 132-4

DIFFUSION

**GT**

41

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

RGP	TPGR	TPG	DOM	RF	TP-RP	P
-----	------	-----	-----	----	-------	---

**INSTRUCTION N° 88-66-A1-2-3**  
**du 31 mai 1988**

— 2 —

L'article 87 de la loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 portant loi de finances pour 1988, reproduit en annexe, a prolongé le délai imparti aux contribuables qui cessent ou cèdent une activité professionnelle indépendante, d'une part, pour informer l'administration fiscale de la cession ou cessation intervenue et, d'autre part, pour produire la déclaration de ceux de leurs bénéfices qui n'ont pas encore été imposés.

Ce délai est désormais porté à soixante jours, quels que soient la nature de l'activité concernée et les motifs de la cession ou cessation d'activité intervenue (cession de fonds de commerce, apport en société, dissolution de société, etc.). Le point de départ de ce délai n'est pas modifié.

Il en résulte que pour les cessions d'entreprises commerciales, les contribuables bénéficieront dorénavant d'un délai maximum de deux mois et demi pour produire la déclaration des résultats de leur activité professionnelle compte tenu du délai de quinze jours imparti pour effectuer leur publication dans un journal d'annonces légales.

Cet allongement de délai a pour effet, corrélativement, de prolonger d'autant la durée de la période pendant laquelle le cessionnaire est tenu, en application de l'article 1684 du Code général des impôts, de conserver le prix de cession pour pouvoir éventuellement le verser au Trésor sur demande du comptable chargé du recouvrement des cotisations dues par le cédant.

\* \*

Les dispositions de l'article 87 de la loi de finances pour 1988 sont applicables aux cessions ou cessations d'activité professionnelle intervenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988.

\* \*

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la direction, sous le timbre du bureau C2.

*Le directeur de la Comptabilité publique,*  
Pour le directeur de la Comptabilité publique :  
« *Le sous-directeur, chargé de la sous-direction C, »*  
**A. DÉNIEL.**

**Loi de finances pour 1988 n° 87-1060 du 30 décembre 1987**

*Article 87*

« Dans le Code général des impôts, aux deuxième et troisième alinéas du 1 de l'article 201, aux deuxième et troisième alinéas du 1 et au 2 de l'article 202, aux premier et deuxième alinéas de l'article 229-A et aux deuxième et troisième alinéas du paragraphe II de l'article 235 *ter* J, au mot : « trente » est substitué le mot : « soixante ».